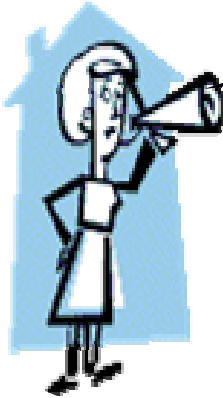


Il n'y a plus de logement au numéro que vous avez demandé !



En 2007, France Télécom a consacré 23 millions d'euros pour loger ses salariés. Pourtant malgré cette somme engagée, le résultat est loin de répondre à leurs besoins. Plus de 4 ans d'attente pour obtenir un logement social en province, plus de 2 500 demandes non satisfaites fin 2007. La CFDT considère que France Télécom, en se désengageant totalement au profit du collecteur 1% Logement ASTRIA, porte une responsabilité majeure sur ce bilan. Jugez-en vous-mêmes.

Un bilan indigne !

Les clés du logement ont été données à ASTRIA

Vous imaginez certainement que le service logement de France Télécom dispose de moyens humains conséquents, pour gérer un budget de 23 millions d'euros et contrôler la bonne gestion de son collecteur. Il n'en est rien. **A la DRH, il n'y a pas une personne mais un tiers de poste !** Et ça semble être déjà beaucoup trop pour certains dans l'entreprise.

France Télécom a fait le choix de la sous-traitance totale. Mais faute de moyens FT a confié à ASTRIA la gestion du parc France Télécom, soit 11 000 logements hérités des réservations PTT et cela sans objectifs ni contrôles.

Le logement social aux abonnés absents

Aujourd'hui, notamment dans les grandes agglomérations, l'accès à un logement social est devenu essentiel pour bon nombre de salariés. Ceux de France Télécom doivent pourtant s'armer de patience pour mettre la clé dans la serrure d'un logement économiquement accessible. Pour la CFDT, c'est le désengagement de l'entreprise et le manque de contrôle de son collecteur « sous-traitant » qui en sont les responsables.

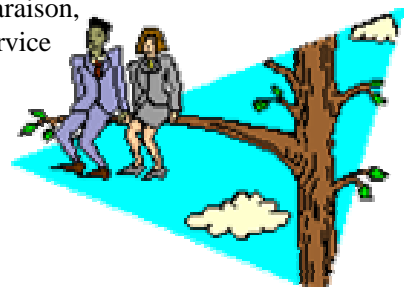
↳ Le parc FT vieillissant et en forte diminution

Le parc FT est essentiellement composé de réservations acquises au fil des années par le Ministère des PTT auprès de bailleurs sociaux. Aujourd'hui, de nombreuses conventions arrivent à échéance. **Ainsi en trois ans, ce sont 1 585 logements (13% du parc) qui ne pourront plus être proposés aux salariés.**

France Télécom tente bien de colmater la fuite avec 93 nouvelles réservations en 2007. Mais si l'effort n'est pas accentué, le parc FT ressemblera, sans tarder, à un véritable tonneau des Danaïdes.

↳ 40 logements perdus sur 100

En 2007, 40% des logements libérés dans le parc FT n'ont pas été réattribués à un salarié de l'entreprise. Pour la CFDT, c'est la preuve d'un manque évident de contrôle de FT sur la gestion, par ASTRIA, d'un parc qu'elle a pourtant financé. A titre de comparaison, à La Poste, pour un parc similaire mais géré en interne par son service de logement, la perte n'est que de 10%.



France Télécom paye beaucoup pour 386 logements...

En 2007, Orange France avec ses 5 000 salariés a obtenu 104 logements de ses collecteurs. Pendant ce temps ASTRIA en proposait 386 aux 80 000 salariés de France Télécom : cherchez l'erreur !!!

Pour la CFDT, France Télécom, premier client d'ASTRIA avec 13% de la collecte devrait obtenir un nombre de logement en rapport avec son investissement. Il n'en est rien. Sur 7 400 logements attribués en 2007 par ASTRIA, seulement 386 ont été proposés à des salariés de FT. **Il aurait du en obtenir plus de 1 000 eu égard au montant de la collecte.**

- **L'accession à la propriété : une stratégie discutable**

Les salariés veulent y accéder, il n'y a rien de plus normal. En consacrant une large enveloppe aux prêts "accession", FT choisit visiblement de favoriser ce type de politique. Pour la CFDT, cette stratégie est largement sujette à caution car **au-delà des discours il n'y a pas de volonté affirmée**.

- **Un saupoudrage socialement inefficace**

En 2007, 452 prêts ont été accordés, pour un montant moyen de 10 000 €. Compte tenu de la flambée de l'immobilier, notamment dans les grandes agglomérations, ce n'est donc pas l'obtention du prêt qui permet ou non d'accéder à la propriété. **Il ne remplit donc plus son objet social** et d'ailleurs 75% des bénéficiaires sont des cadres.

- **Une stratégie qui fait le jeu d'ASTRIA**

La stratégie de France Télécom fait évidemment le jeu d'ASTRIA, qui a tout intérêt à fournir des prêts plutôt que des logements aux salariés. Cela explique d'ailleurs, en partie, les mauvais résultats en matière de logement locatif.

Il y a urgence à ouvrir des négociations sur cette question

La CFDT formule 5 propositions pour relancer le logement social :

1. FT doit se doter d'un service logement digne de ce nom

Cela permettra d'impulser une politique « logement » qui n'existe pas actuellement. Et d'assurer un contrôle des réservations et des attributions pour coller aux attentes des demandeurs de logements.

2. Des logements d'urgence

Deux salariés de FT ont dormi plusieurs mois dans leur voiture à Paris car il s n'avaient plus de logement suite à une réorganisation de leur service. Cela se passait fin 2007 !

C'est pourquoi, la CFDT demande aussi à France Télécom de proposer des solutions d'urgence (hébergement, logement) à tout salarié rencontrant temporairement un problème (violences conjugales, expulsion du logement, divorce...). Chaque situation doit avoir une réponse adaptée, en n'oubliant pas un suivi social garant d'un retour vers une solution pérenne.

3. Une aide spécifique pour les jeunes salariés

Dans le temps elle existait et permettaient aux jeunes salariés d'avoir tout de suite une aide pour se loger. La Poste l'a maintenu... mais pas FT. Nous demandons la mise en place rapide de cette aide.

4. Accession à la propriété

La CFDT demande une révision du système des prêts pour que tous les salariés puissent être vraiment aidés pour accéder à la propriété quelque soit leurs revenus.

5. GPEC

Le logement des salariés ne doit pas être absent de la négociation GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences). La CFDT a demandé à la DRH que ce sujet fasse l'objet de la négociation.



La CFDT, c'est faire.

cfdt
des choix. des actes